

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-sixième session

Rome, 12-13 décembre 2005

RÉPUBLIQUE DE L'INDE

EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	ii
POIDS ET MESURES	ii
SIGLES ET ACRONYMES	ii
I. INTRODUCTION	1
II. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET PAUVRETÉ RURALE	1
A. Situation économique du pays	1
B. Secteur agricole	2
C. Pauvreté rurale	4
D. Réduction de la pauvreté rurale: obstacles et perspectives	5
E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale	6
III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE PAR LE FIDA DANS LE PAYS	7
IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA	9
A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés	9
B. Principales possibilités d'innovation et d'intervention dans le cadre des projets	10
C. Possibilités de mobilisation et de partenariat avec des ONG et le secteur privé	14
D. Possibilités de couplage avec d'autres donateurs et institutions	15
E. Domaines de concertation	15
F. Mesures à prendre pour améliorer la gestion du portefeuille	16
G. Cadre indicatif de financement et programme de travail à horizon mobile	17
 APPENDICES	
I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	2
III. STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS (ANALYSE DES FORCES, FAIBLESSES, POSSIBILITÉS ET MENACES)	4
IV. IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME (CORRÉLATION ENTRE LES AXES INSTITUTIONNELS ET LE PROGRAMME PROPOSÉ POUR LE PAYS)	5
V. ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED (ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT – EN COURS ET PRÉVUES)	6

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Roupie indienne (INR)
1,00 USD	=	43,65 INR
1,00 INR	=	0,0229 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays
PIB	Produit intérieur brut

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE
Année budgétaire

1^{er} avril – 31 mars

RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE

Région: Asie et Pacifique

Pays: Inde

Nom du projet/programme	Institution initiatrice	Institution coopérante	Conditions du prêt	Approbation par le Conseil d'administration	Entrée en vigueur du prêt	Date de clôture actuelle	Code du prêt/don	Monnaie	Montant approuvé du prêt/don	Décaissement (en % du montant approuvé)
Projet de développement de la zone d'intervention de Bhima	FIDA	Banque mondiale: IDA	PF	18 sept. 79	14 déc. 79	31 déc. 85	L - 1 - 23 - IN	DTS	38 500 000	100
Projet de développement et de colonisation de la zone d'intervention du Rajasthan	FIDA	Banque mondiale: BIRD	PF	19 déc. 79	03 mars 80	31 déc. 88	L - 1 - 32 - IN	DTS	42 700 000	100
Projet de développement du Sundarban	FIDA	Banque mondiale: IDA	PF	03 déc. 80	04 fév. 81	30 juin 89	L - 1 - 49 - IN	DTS	13 350 000	100
Projet d'irrigation de moyenne envergure au Madhya Pradesh	Banque mondiale: IDA	Banque mondiale: IDA	PF	17 déc. 81	17 sept. 82	31 mars 88	L - 1 - 81 - IN	DTS	21 900 000	100
Deuxième projet relatif aux puits tubulaires publics dans l'Uttar Pradesh	Banque mondiale: IDA	Banque mondiale: IDA	PF	21 avril 83	06 oct. 83	31 mars 91	L - 1 - 124 - IN	DTS	27 280 000	100
Projet de développement en faveur des populations tribales de l'Orissa	FIDA	UNOPS	PF	03 déc. 87	27 mai 88	31 déc. 97	L - 1 - 214 - IN	DTS	9 250 000	100
Projet de promotion de la femme au Tamil Nadu	FIDA	UNOPS	PF	26 avril 89	26 janv. 90	31 déc. 98	L - 1 - 240 - IN	DTS	12 932 000	100
Projet de développement tribal de l'Andhra Pradesh	FIDA	UNOPS	PF	04 avril 91	27 août 91	31 mars 99	L - 1 - 282 - IN	DTS	12 961 000	100
Projet de crédit rural dans le Maharashtra	FIDA	UNOPS	PF	06 avril 93	06 janv. 94	30 sept. 02	L - 1 - 325 - IN	DTS	18 971 000	100
Projet de développement tribal participatif dans l'Andhra Pradesh	FIDA	UNOPS	PF	19 avril 94	18 août 94	31 mars 03	L - 1 - 349 - IN	DTS	18 950 000	100
Projet de développement de la région du Mewat	FIDA	UNOPS	PF	12 avril 95	07 juil. 95	30 juin 05	L - 1 - 379 - IN	DTS	9 650 000	99
Projet de promotion et d'autonomisation des femmes rurales	FIDA	Banque mondiale: IDA	PF	05 déc. 96	19 mai 99	31 déc. 04	L - 1 - 439 - IN	DTS	8 000 000	44
Projet de gestion des ressources communautaires sur les hautes terres de la Région nord-est	FIDA	UNOPS	PF	29 avril 97	23 fév. 99	31 déc. 04	L - 1 - 444 - IN	DTS	16 550 000	43
Programme de développement tribal réalisé dans les États de Jharkhand-Chhattisgarh	FIDA	FIDA	PF	29 avril 99	21 juin 01	31 déc. 09	L - 1 - 506 - IN	DTS	16 950 000	9
Programme d'appui à l'initiative nationale de microfinancement	FIDA	UNOPS	PF	04 mai 00	01 avril 02	31 déc. 09	L - 1 - 538 - IN	DTS	16 350 000	35
Programme d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales de l'Orissa	FIDA	UNOPS	PF	23 avril 02	15 juil. 03	30 sept. 13	L - 1 - 585 - IN	DTS	16 050 000	4
Projet visant à assurer les moyens de subsistance des ménages ruraux touchés par le séisme dans l'État du Gujarat	FIDA	UNOPS	PF	12 sept. 01	04 nov. 02	30 juin 10	L - 1 - 568 - IN	DTS	11 650 000	10
Projet d'amélioration des moyens d'existence dans l'Himalaya	FIDA	UNOPS	PF	18 déc. 03	01 oct. 04	30 juin 13	L - 1 - 624 - IN	DTS	27 900 000	8
Programme post-tsunami de promotion de moyens de subsistance durables pour les communautés côtières du Tamil Nadu	FIDA	UNOPS	PF	19 avril 05			L - 1 - 662 - IN	DTS	9 950 000	0

PF: Particulièrement favorables

IDA: Association internationale de développement (Groupe de la Banque mondiale)

UNOPS: Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

RÉSUMÉ

I. CADRE GÉNÉRAL

1. Le présent document a pour objet de définir la stratégie du programme du FIDA en faveur de l'Inde pour la période 2006-2010. Celle-ci a été élaborée à partir des consultations avec le Gouvernement de l'Inde et les autres parties prenantes, de l'expérience de la mise en œuvre acquise dans le cadre des précédentes interventions du FIDA et d'un certain nombre d'études préliminaires. À l'occasion d'un atelier organisé en janvier 2004, les parties prenantes ont examiné les propositions, lesquelles ont également été analysées avec le gouvernement en janvier 2005.

II. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET PAUVRETÉ RURALE

2. L'Inde, deuxième pays au monde par sa population, comptait un peu plus d'un milliard d'habitants en 2003. La part de la population des campagnes, en diminution sous l'effet de l'exode rural, s'établit aujourd'hui à 72%. Le taux d'accroissement annuel de la population globale est également en recul puisqu'il est passé de 2,2% en 1981 à 1,5% en 2003.

3. La croissance annuelle du PIB a atteint 5,9% en moyenne dans les années 90, sous l'effet d'une nette accélération de la croissance du secteur des services, tiré par l'expansion des logiciels et des technologies de l'information. Ce dynamisme s'est traduit par un PIB de 538 USD par habitant en 2003, qui devrait atteindre 650 USD par habitant en 2005. La part de l'agriculture s'est effondrée, passant de 57% du PIB en 1950 à 22% en 2002. Bien que des progrès significatifs aient été réalisés sur le plan du développement humain, cet aspect est à la traîne par rapport à la croissance économique, et plusieurs indicateurs demeurent préoccupants. S'agissant de l'équité hommes-femmes, la situation d'ensemble est toujours marquée par des inégalités criantes. Selon une estimation officielle datant de 2000, l'incidence globale de la pauvreté a été ramenée à 26% de la population. L'Inde a consacré environ 6,5% du budget total de l'exercice 1999/2000 à des programmes d'atténuation de la pauvreté. La politique poursuivie aujourd'hui vise à ramener l'incidence de la pauvreté à 13% d'ici à 2020, et à répondre aux problèmes d'insécurité alimentaire, en augmentant la production alimentaire ainsi que par des programmes spécifiques axés sur l'alimentation et la nutrition. L'accent est également mis sur la création d'emploi, la sécurité des moyens d'existence et le maintien du taux de croissance de l'agriculture dans une fourchette de 4,0 à 4,5%.

III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA

4. Les enseignements récents proviennent de l'expérience acquise dans le domaine du développement tribal, de la microfinance et de la promotion de la femme. L'expérience accumulée dans le cadre de la mise en œuvre de projets de développement tribal diversifiés met en évidence l'efficacité de la gestion communautaire des ressources, les perspectives que recèlent le développement des produits forestiers et la recherche de créneaux pour les écouler, ainsi que l'intérêt du développement social. Les projets de microfinance ont démontré que l'approche retenue, axée sur la constitution de groupes de femmes, l'épargne et le crédit et les liens avec le réseau bancaire rural, constitue un instrument puissant d'autonomisation réelle des femmes, tout en permettant le plus souvent d'assurer la viabilité commerciale à long terme.

IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA

5. Les ressources du Fonds sont modestes face à l'ampleur des besoins; cela étant, la **raison d'être** de l'intervention du FIDA en Inde repose sur les considérations suivantes:

- **Innovation:** les projets du FIDA, en raison de leur taille relativement réduite à l'échelle de l'Inde, ont servi de terrain d'expérimentation pour des innovations institutionnelles et techniques. D'autres se sont ensuite chargés de reproduire à plus grande échelle les innovations concluantes. Les projets ont pour vocation d'exécuter le mandat central du FIDA, qui consiste à améliorer l'accès des pauvres aux ressources économiques et sociales et à appuyer les actions de développement conçues et mise en œuvre par les pauvres eux-mêmes dans un cadre participatif.
- **Viabilité des institutions:** Dans la quasi-totalité des interventions du FIDA, l'accent a été mis sur le renforcement des institutions locales. Toutefois, ce processus très gourmand en personnel et en temps dépasse en règle générale la durée de vie normale d'un projet. Il faut donc envisager un engagement à plus long terme permettant de mettre en place des capacités institutionnelles locales et de les développer jusqu'à ce que, parvenues à maturité, celles-ci soient suffisamment compétentes pour fonctionner de manière autonome.
- **Zones cibles:** Conformément au mandat du FIDA, l'appui a jusqu'à présent privilégié les ménages pauvres et très pauvres, lesquels habitent pour la plupart des régions reculées et marginales ou vivent en zone tribale. Dans ces régions, les principaux donateurs sont généralement peu présents et le FIDA est **souvent** le seul bailleur de fonds extérieur dans la zone du projet.
- **Demande du gouvernement:** En Inde, le FIDA s'est taillé la réputation d'une institution qui apporte son concours à l'atténuation de la pauvreté et à l'innovation, tout en faisant preuve de souplesse et **d'ouverture** d'esprit dans son dialogue avec le gouvernement. Les pouvoirs publics apprécient cette attitude, et tant les gouvernements des États que le gouvernement central sollicitent l'appui du FIDA.

6. Dans les années à venir, les principaux **axes** stratégiques du FIDA concerneraient les aspects suivants:

- **renforcer les capacités;** cet axe comprendrait deux éléments: i) renforcement des institutions locales au sein des groupes marginalisés et ii) renforcement institutionnel des organismes d'appui;
- **favoriser et protéger l'accès des groupes marginalisés aux ressources** et assurer la gestion durable desdites ressources. La notion de ressource recouvre les ressources naturelles comme les forêts, les **terres** très dégradées, l'eau et les ressources halieutiques, mais également les ressources financières et les ressources immatérielles – savoirs autochtones, solutions techniques, information sur les marchés ou innovations par exemple;
- **favoriser la diversification des moyens de subsistance**, tant dans le secteur agricole que dans le secteur extra-agricole, car il s'agit d'un moyen de sortir de la pauvreté pour les populations démunies **qui** vivent dans des régions où l'accès aux ressources est limité, mais aussi d'un moyen d'atténuer les risques.

7. Le **ciblage** reposera sur l'incidence de la pauvreté, et associera critères géographiques et ciblage de groupes spécifiques au sein des zones prioritaires. Les groupes cibles engloberont la population des castes répertoriées et des tribus répertoriées ainsi que les femmes.

8. Afin de prendre en compte ces axes stratégiques, le **programme de pays** privilégierait deux principaux domaines: i) la microfinance et l'autonomisation des femmes, principalement à travers l'appui au processus de renforcement des institutions locales, et ii) le développement des moyens d'existence au sein des populations tribales des zones agroécologiques les plus pauvres. Le présent Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays table sur un programme de prêts de 119 millions de USD à réaliser sur 5 ans.

9. Par ailleurs, les processus de suivi et d'évaluation seraient renforcés, dans l'objectif d'améliorer la performance du programme de pays et la gestion des savoirs. De la même manière, la participation du secteur privé serait recherchée, par exemple dans le domaine des activités de microfinance, qui ont désormais atteint un stade de développement suffisant pour intéresser des établissements financiers du secteur privé.

10. **Cadre de financement.** Dans le cadre du Système d'allocation fondé sur la performance, l'Inde obtient des notes relativement bonnes pour les indicateurs de performance relatifs à l'environnement macroéconomique, au secteur rural et aux performances du portefeuille. Le montant des prêts consentis par le FIDA à l'Inde se situerait dans une fourchette de 110 à 119 millions de USD pour le cycle de programmation actuel, qui couvre la période 2006-2010, ce qui permettrait d'élaborer quatre interventions relativement importantes. En outre, cette enveloppe permettrait de mettre en œuvre une approche-programme pour chacun des thèmes suivants: autonomisation des femmes, développement au sein des populations tribales, élaboration d'un projet portant sur la pêche côtière, et enfin développement d'une zone très vulnérable recouvrant les plaines du Gange moyen, y compris l'État d'Assam.

RÉPUBLIQUE DE L'INDE

EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS (COSOP)

I. INTRODUCTION¹

1. Avec 18 projets et un montant de prêts approuvés excédant 500 millions de USD, l'Inde est le plus gros emprunteur du FIDA. Le présent Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP) a pour objet de mettre à jour la stratégie du FIDA dans le pays. Il a été réélaboré en collaboration avec les principales parties prenantes, et il s'appuie sur une analyse des expériences antérieures effectuée dans le cadre de l'atelier consacré à l'examen du portefeuille de pays organisé à Delhi en octobre 2003, des examens sur dossiers concernant la situation de la pauvreté, les consultations préliminaires avec le Gouvernement de l'Inde et certains gouvernements représentatifs des États, et un certain nombre d'études réalisées à la demande du FIDA. La stratégie proposée a été analysée et entérinée lors d'un atelier organisé en janvier 2004 avec le Programme alimentaire mondial et la Banque nationale pour le développement agricole et rural, auquel avaient été conviées les parties prenantes et des responsables des pouvoirs publics, de la recherche, des organisations non gouvernementales et des organismes donateurs. Ce document a également été étudié avec un éventail de représentants des pouvoirs publics en janvier 2005.

II. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET PAUVRETÉ RURALE

A. Situation économique du pays

Population

2. L'Inde, deuxième pays au monde par la population, comptait un peu plus d'un milliard d'habitants en 2003, soit 17% de la population mondiale, alors que le pays occupe 2,4% des terres émergées. La part de la population des campagnes, en diminution sous l'effet de l'exode rural, s'établit à 72% en 2003. Le taux d'accroissement annuel global est également en recul puisqu'il est passé de 2,2% en 1981 à 2,1% en 2003. L'Inde n'échappe pas à une particularité de la Chine et des autres pays d'Asie du Sud concernant le ratio hommes/femmes, le nombre de femmes étant inférieur à celui des hommes depuis des siècles. Ce ratio s'aggrave constamment, puisqu'il est passé de 972 femmes pour 1000 hommes en 1901 à 927 pour 1000 en 1991; cela étant, il s'est légèrement redressé en 2001 pour s'établir à 933 pour 1000. Cette situation s'explique dans une large mesure par la préférence pour les enfants de sexe masculin, la discrimination à l'encontre des enfants de sexe féminin se traduisant par un taux d'alphabétisation inférieur et un taux de fécondité et de mortalité supérieur au sein de la population féminine, dans toutes les tranches d'âge inférieures ou égales à 45 ans.

Situation macroéconomique

3. Le taux de croissance moyen du PIB a progressé, passant de 3,5% pendant les années 50 à 70 à 5,4% dans les années 80 et à 5,9% dans les années 90. Cette accélération de la croissance, en particulier dans les années 90, découle de l'essor important de la croissance du secteur des services, dans lequel les services financiers, les communications, le commerce, les logiciels et les technologies de l'information ont joué un rôle moteur. Grâce à ce dynamisme, le PIB par habitant a été multiplié par deux, passant de 260 USD en 1980 à 538 USD en 2003, et il devrait atteindre 650 USD en 2005. La répartition de l'expansion a été inégale d'un secteur à l'autre, et la composition du PIB a évolué: L'agriculture, qui occupait le devant de la scène, a perdu de son importance, et sa part dans le PIB s'est effondrée, passant de 57% en 1950 à 22% en 2002. Au cours de la même période, les services

¹ Pour de plus amples informations, se référer à l'Appendice I.

sont passés au premier plan, puisqu'ils représentent aujourd'hui 51% du PIB contre seulement 28% en 1950. L'industrie a connu une croissance modeste, et représente aujourd'hui 27% du PIB. Dans la mesure où l'expansion des services est beaucoup plus stable que celle de l'agriculture ou de l'industrie, la part croissante qu'occupent les services dans le PIB signifie que la volatilité de la croissance s'est également atténuée au fil du temps.

4. Le maintien d'un taux de croissance élevé sera avant tout subordonné à la vigueur des investissements or le taux d'investissement est bloqué de 23 à 24% ces dernières années. L'ampleur du déficit budgétaire, qui se situe dans une fourchette de 6 à 10 % depuis de nombreuses années, a contraint l'État à emprunter, y compris pour financer les dépenses ordinaires, ce qui aurait pu évincer les investissements privés si la Banque centrale n'avait pas appliqué une politique monétaire accommodante en abaissant progressivement le taux de réserves obligatoires et le taux d'escompte. Le gouvernement mène aujourd'hui une politique qui vise à parvenir à l'équilibre budgétaire d'ici à 2008. L'inflation, qui a culminé à 13,2 % en 1998, est restée modérée depuis, puisqu'elle se situe aux alentours de 4% par an.

5. Après avoir connu un déficit chronique de la balance courante d'environ 1,6% dans les années 80 et 90, le pays a enregistré un excédent en 2001, pour la première fois depuis plus de 20 ans. Cette amélioration s'explique principalement par la forte progression des invisibles, en particulier les recettes d'exportation des secteurs qui font appel aux technologies de l'information. Parallèlement à ce redressement de la balance courante, les réserves de change se sont accrues, et elles atteignaient 125 millions de USD au milieu de l'année 2005.

Développement humain

6. La croissance de la macroéconomie a favorisé l'atténuation de la pauvreté liée à l'insuffisance des revenus, et elle a eu un effet tangible sur la situation sociale. Le pays a fait un bond en avant sur le plan de l'espérance de vie et de l'alphabétisation; en effet, entre 1950/1951 et 2000/2001, l'espérance de vie est passée de 32,1 ans à 63 ans et le taux d'alphabétisation de 16,67% à 61%. Toutefois, la pauvreté telle qu'elle apparaît à la lumière d'indicateurs autres que les revenus, relatifs à la santé ou l'éducation par exemple, demeure un problème majeur. En dépit des progrès remarquables accomplis dans le domaine de l'éducation, le pays compte toujours le plus grand nombre d'analphabètes au monde. L'Inde représente 20% des enfants non scolarisés dans le monde, et 20% de l'écart entre les taux de scolarisation primaire des garçons et des filles. La mortalité maternelle demeure élevée, en particulier dans les campagnes, puisqu'elle est estimée à 540 décès pour 100 000 naissances vivantes; si certains indicateurs relatifs à la situation des femmes se sont améliorés – par exemple l'écart entre le taux de scolarisation des garçons et des filles a été légèrement comblé – dans l'ensemble les inégalités restent criantes. En Inde, de nombreuses femmes souffrent de malnutrition et 60% d'entre elles sont anémiées. Près de la moitié des enfants de moins de 5 ans sont malnutris et 34% des nouveau-nés sont nettement hypotrophiques. L'épidémie de VIH/sida, si elle n'est pas enrayée, pourrait compromettre sérieusement l'avenir du pays: environ 4 à 5 millions de personnes sont aujourd'hui contaminées. Si le taux de séropositivité est encore faible dans la population globale, l'Inde est le deuxième pays au monde en nombre d'habitants contaminés par le virus du sida.

B. Secteur agricole

7. En 2002/2003, le PIB agricole s'établissait à 5 176,4 milliards de INR, soit 22% du PIB total. Malgré le recul de la part de l'agriculture dans le PIB, ce secteur fournit des revenus et un emploi à approximativement 237,8 millions de personnes, soit environ 60% de la population active rurale. En 1995/1996, les parcelles d'une superficie inférieure à un hectare exploitées par des petits paysans marginaux représentaient 62% de l'ensemble des exploitations, mais couvraient seulement un sixième de la surface cultivée totale, alors que les exploitations moyennes ou grandes, qui représentaient au total 7% des exploitations, occupaient environ deux cinquièmes de cette surface.

8. Les investissements publics massifs en faveur des programmes d'irrigation et des progrès technologiques réalisés dans le but de parvenir à l'autosuffisance alimentaire se sont traduits par une augmentation substantielle de la production, qui a culminé en 2001/2002 puisque l'Inde a produit 212 millions de tonnes de céréales vivrières, contre 50 millions de tonnes en 1950/1951. Environ 54% des terres rizicoles sont irriguées, et ce pourcentage atteint 85% pour le blé. Au niveau national, le taux d'exploitation a progressé, passant de 123,3% en 1980 à 134,3 en 2000. Sur une longue période (1980-2003), le taux d'accroissement de la production de céréales vivrières s'est établi à 2,1% par an. Grâce à cette évolution, la quantité nette de céréales disponible par personne et par an a progressé de façon importante, puisqu'elle s'est établie à 162,3 kilos en 2001 contre 140,1 kilos en 1980, et atteint, voire dépasse, le niveau des plus gros producteurs de céréales mondiaux que sont la Chine, la Russie et les États-Unis. L'Inde dispose aujourd'hui de réserves de céréales parmi les plus importantes au monde, et le pays mérite le qualificatif de grand exportateur de produits agricoles. Entre 1990/1991 et 2002/2003, la valeur des exportations de produits alimentaires s'est accrue de 25,9% par an, et elle a représenté en 2002/2003 20% du total des exportations du pays. Le secteur est désormais très diversifié, en particulier dans le domaine du maraîchage et de l'élevage, tandis que l'Inde est devenue l'un des plus gros producteurs laitiers au monde.

9. Les grandes lignes du développement du secteur agricole sont notamment les suivantes:

- Les investissements publics en faveur de ce secteur ont représenté environ 14% du budget total pour l'ensemble des plans quinquennaux. Mais dans le cadre du neuvième plan, qui a débuté en 1990, la part des investissements consacrés à l'agriculture s'est effondrée, passant à 4%, car les investissements en faveur de l'énergie et des communications ont été privilégiés.
- L'amélioration des termes de l'échange enregistrée depuis la fin des années 80 a stimulé les investissements du secteur privé et a été le fer de lance d'une évolution fondamentale des caractéristiques de la production agricole indienne, qui est passée d'une croissance tirée par les céréales vivrières dans les années 70 et 80 à une croissance tirée par le maraîchage, l'élevage et la pêche, cette évolution s'accompagnant d'un essor des exportations de produits agricoles. Mais dans la mesure où l'une des principales difficultés vient de l'insuffisance de la base d'actifs productifs ruraux, la progression des investissements du secteur privé ne peut être considérée comme une solution de remplacement palliant la baisse des investissements publics.
- Plusieurs états ont mené une politique qui consiste à augmenter la production grâce à la mécanisation de l'agriculture, aux évolutions technologiques et au développement de la vulgarisation. En outre, certains d'entre eux se sont tournés vers d'autres moyens d'augmenter la production, notamment les subventions aux moyens de production et les mesures incitatives. Le cumul des subventions pour les engrais, l'eau et l'électricité dépasse de beaucoup le budget consacré au développement rural, tandis que le système des prix d'intervention absorbe également un volume de subventions considérable qui ne cesse d'augmenter; ce système, qui favorise trois productions, à savoir la canne à sucre, le riz et le blé, ne concerne que quelques régions et avantage surtout les moyens et gros agriculteurs. Outre qu'il représente un fardeau financier pour le budget de l'État, ce système a entraîné l'essor de la monoculture et la surexploitation des ressources naturelles dans certaines régions et freiné la diversification des cultures.
- Le développement de l'irrigation s'est concentré sur 40% de la surface cultivée et concerne principalement la culture intensive du riz et du blé, tandis que 60% des terres cultivées ne sont pas irriguées et sont exploitées dans le cadre de systèmes de production biologique extensive. On prend de plus en plus conscience que cette situation, loin de constituer un inconvénient, représente un atout potentiel pour le développement de l'agriculture

biologique, puisque de nombreux agriculteurs sont "biologiques par défaut". Prenant conscience de l'existence d'une forte demande potentielle (à l'exportation), le gouvernement a lancé en 2000 un programme national pour les produits biologiques, dans le cadre duquel des normes et des structures de certification ont été mises en place. Dans ce pays, le développement de techniques alternatives biologiques s'inscrit dans une tradition ancestrale et fait souvent partie intégrante de la culture locale. C'est particulièrement le cas dans les zones tribales, mais pas uniquement.

- Les produits forestiers et les herbes médicinales présentent une ressource potentielle considérable dont les hommes et les femmes qui les récoltent ne tirent pas encore tout le parti possible, en raison du manque de travaux de recherche appliquée concernant les applications envisageables et de mécanismes de commercialisation appropriés. Un certain nombre d'approches communautaires de la gestion forestière ont réussi à améliorer l'état des forêts dégradées et à développer l'accès des communautés aux produits et aux services liés à la forêt; toutefois, il faut poursuivre les efforts afin de permettre aux communautés d'assumer plus de responsabilité à l'égard des forêts, une fois celles-ci régénérées. L'exploitation des plantes médicinales et des savoirs autochtones dans le domaine de la phytothérapie représente un potentiel considérable qui reste pour l'instant inexploité.

Politique agricole

10. On peut distinguer trois phases dans l'évolution de la politique agricole: la phase de la réforme agraire (1950-1965), au cours de laquelle les cultivateurs ont obtenu le droit d'occupation et les intermédiaires ont été supprimés; la phase d'essor technologique (1965-1980), au cours de laquelle on a cessé de privilégier les solutions institutionnelles pour s'orienter vers une approche donnant la primauté à la technologie; et enfin la phase de subventions et de mesures incitatives (1985 à aujourd'hui), au cours de laquelle, les techniques intensives étant désormais bien installées, la poursuite de la croissance a été favorisée par une politique de subventions et d'incitations. Dans les années 90, le système de prix d'intervention pour les céréales a pris rapidement de l'ampleur, au point que dans certains États les organismes publics ont été conduits à acheter 70 à 80% des excédents marchands. Sur le plan de l'atténuation de la pauvreté et de la création d'emplois, les effets cumulés de ces différentes politiques sont une répartition inégale des terres, un régime foncier complexe dans certains États et une incidence particulièrement élevée de la pauvreté, autant de facteurs qui continuent à freiner la progression de la productivité et des emplois dans l'agriculture. Grâce à la révolution verte, l'Inde est parvenue à l'autosuffisance alimentaire sur le plan national, mais l'impact de cette politique est circonscrit à certaines régions et ne concerne pas les céréales secondaires et les légumineuses, qui sont les aliments de base des pauvres. L'essor de la mécanisation a entraîné une chute de l'emploi agricole dans les années 90. Les efforts entrepris pour favoriser la viabilité de l'agriculture pluviale durable ont été limités. Enfin, en raison du grand nombre d'hommes qui partent travailler en ville, la "féminisation de l'agriculture" s'est intensifiée.

C. Pauvreté rurale

11. En Inde, la pauvreté marque le pas. Entre 1968 et 1993/1994, l'incidence de la pauvreté est tombée de 64% de la population à 39%. L'ampleur de la réduction de la pauvreté intervenue depuis lors est difficile à déterminer, car pour la 55^{ème} enquête nationale auprès des ménages (1999/2000), on a fait appel à une méthodologie différente; il est donc impossible de comparer les résultats aux chiffres des enquêtes précédentes, mais selon l'estimation officielle pour l'année 2000, la pauvreté

touche 26% de la population, soit 260 millions de personnes au total. D'autres estimations, qui se réfèrent au seuil international de pauvreté de 1 dollar par jour, donnent une incidence de 34%².

12. La pauvreté est un problème rural, car environ 193 millions de pauvres, soit 75% du total, vivent dans les campagnes. En outre, plus de 15% des ruraux pauvres sont exposés de façon chronique à la pauvreté: en effet, ils sont plus pauvres pendant plus longtemps, et leurs revenus sont inférieurs à 75% du seuil de pauvreté pendant des périodes plus longues.

13. L'analyse géographique fait apparaître une répartition régionale de la grande pauvreté, qui concerne un territoire englobant les États d'Assam, d'Orissa et du Bengale occidental à l'Est et les deux grands États de Madhya Pradesh et Uttar Pradesh au Nord (voir l'Annexe III). Elle révèle également une variation significative de l'incidence de la pauvreté au sein de ces États. L'Inde est une mosaïque d'ethnies, de cultures et de langues, ce qui a des répercussions considérables sur la répartition de la pauvreté, dont sont particulièrement victimes les groupes défavorisés sur le plan social, parmi lesquels les castes répertoriées et les tribus répertoriées. De la même manière, les femmes constituent l'un des groupes les plus défavorisés de la société indienne; en 2001, leurs résultats moyens sont inférieurs d'un tiers à ceux des hommes pour les indicateurs de développement humain. En 2002, approximativement 4,6 millions de personnes étaient contaminées par le VIH/sida en Inde. L'épidémie touche surtout la population défavorisée et le virus se répand en raison des comportements à haut risques des couches défavorisées des communautés urbaines et semi-urbaines qui vivent dans un plus ou moins grand dénuement.

14. Plusieurs sources semblent indiquer que l'accélération globale de la croissance intervenue ces dernières années ne s'est que partiellement répercutée par une baisse de la pauvreté. Deux facteurs expliquent ce décalage: la croissance de l'agriculture a été moins vigoureuse que celle du PIB, et la corrélation entre la progression du PIB et la réduction de la pauvreté a été faible, en raison de la diminution de l'élasticité de l'emploi par rapport à la croissance agricole durant les années 90, du coût d'arrêt qu'a connu la progression des salaires en termes réels et de l'augmentation relative du prix des produits alimentaires, qui a eu un effet particulièrement négatif sur les pauvres qui achètent plus de produits alimentaires qu'ils n'en produisent. En outre, les groupes les plus défavorisés sont victimes d'une pauvreté structurelle sur laquelle la croissance de l'agriculture n'a aucun effet parce qu'ils ont un accès limité aux actifs humains et matériels, en particulier la terre, qu'ils vivent dans des régions privées de l'appui des infrastructures, et qu'ils sont victimes de l'exclusion sociale.

D. Réduction de la pauvreté rurale: obstacles et perspectives

15. **Obstacles.** Dans les campagnes indiennes, la pauvreté est un phénomène complexe, qui résulte de toute une série de facteurs liés à l'appartenance sociale, à la situation des femmes et aux caractéristiques du milieu.

16. L'Inde est une mosaïque d'ethnies, de cultures et de langues, ce qui a des répercussions considérables sur la répartition de la pauvreté. Les facteurs sociaux de la pauvreté pèsent un poids non négligeable, comme le démontre le fait que l'incidence de la pauvreté est plus forte dans les groupes défavorisés sur le plan social. Par exemple, en 2000 le pourcentage de pauvres au sein des castes répertoriées et des tribus répertoriées qui vivent dans les campagnes était de respectivement 38% et 48% environ, contre 27% pour l'ensemble des ménages ruraux. En outre, sur la période 1993-1999, le recul de la pauvreté a été minime au sein des castes répertoriées (elle est passée de 48,8% à 48%), tandis que pour les castes répertoriées, on peut parler d'un flux modéré (de 45,7% à 38%). Ces populations pauvres n'ont pas accès aux actifs essentiels, aux infrastructures et aux moyens de pression sur les institutions des États qui leur permettraient d'obtenir des services convenables. Les

² Selon de nouvelles estimations plus récentes, la réduction de la pauvreté rurale au cours de la période comprise entre 1993/1994 et 1999/2000 a été inférieure aux estimations officielles, mais plus rapide qu'au cours de la période comprise entre 1988 et 1993.

tribus répertoriées représentent environ 8% de la population totale. La domination des techniques agricoles traditionnelles et la faible intégration aux marchés entraînent des difficultés économiques que l'exclusion sociale ne fait qu'aggraver. Les castes répertoriées constituent une couche de la société qui a toujours été victime de discrimination et est considérée comme "impure" en raison des tâches qui leur sont assignées. Cette situation a évolué depuis l'accession de l'Inde à l'indépendance grâce aux garanties institutionnelles qui leur ont été accordées et à l'atténuation du système de castes. Cela étant, un nombre très important d'Indiens sont toujours exclus. Près de 85% des membres des castes répertoriées sont des agriculteurs marginaux dont la superficie des exploitations est inférieure à deux hectares.

17. Au sein de la société indienne, les femmes constituent l'un des groupes les plus défavorisés sur le plan du développement humain et de l'accès aux informations; dans la plupart des cas, leur situation est pire encore, car la répartition de la nourriture est inégale, leurs salaires sont inférieurs, et elles n'ont pas le droit d'hériter. Un examen plus attentif de l'indice sexospécifique de développement humain élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement révèle qu'en moyenne les femmes ont obtenu en 2001 des résultats inférieurs d'un tiers à ceux des hommes. En règle générale, toujours selon le PNUD, la situation des femmes est meilleure dans le sud de l'Inde que dans le nord et l'est du pays. Il ressort des chiffres du dernier recensement que la préférence pour les garçons, loin de s'atténuer, s'est en réalité aggravée au détriment des filles, malgré le développement économique. Ainsi, en 2001, l'État le plus riche, le Punjab, obtenait un ratio de 793 filles pour 1 000 garçons dans la tranche d'âge des 0 à six ans, suivi par les États relativement prospères de Haryana (820), Gujarat (878) et Himachal Pradesh (897). Or dans la plupart des pays hors circonstances exceptionnelles, ce ratio est d'un peu plus de 1 000 filles pour 1 000 garçons.

18. La pauvreté est nettement plus marquée dans les régions où le potentiel agricole se dégrade. Il s'agit notamment des zones arides et des zones tropicales semi-arides, dans lesquelles il est impossible de faire appel à la technologie de la révolution verte en raison du manque d'eau et des sécheresses à répétition. Selon les estimations, en 1990, la dégradation des sols concernait entre 35 millions et 175 millions d'hectares dans ces régions. De la même manière, on constate une forte incidence locale de la pauvreté dans les régions fréquemment inondées qui s'étendent de l'est de l'Uttar Pradesh aux plaines de l'Assam, en particulier dans la partie septentrionale de l'État de Bihar. Dans les régions forestières, qui se situent souvent en zone tribale, les populations sont privées de l'accès aux ressources, ce qui est un facteur de pauvreté considérable.

19. Les autres causes de la pauvreté dans les campagnes sont notamment le taux d'analphabétisme élevé et le mauvais état sanitaire. Les services sociaux sont insuffisants, ce qui continue à freiner le développement des campagnes. Il semble que cette situation est en grande partie imputable à l'inflation du coût des services sociaux, qui résulte du libre jeu du marché, et à une politique qui consiste à mettre le financement de ce type de services à la charge des collectivités locales, dont les ressources sont limitées.

20. **Perspectives.** En Inde, plusieurs facteurs sont propices à la réduction de la pauvreté rurale. L'État central et les gouvernements des différents États ont démontré la vigueur de leur attachement à l'atténuation de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie dans les régions reculées. L'environnement macroéconomique actuel, caractérisé par une croissance forte et soutenue, ouvre des perspectives dont les pauvres pourraient aussi tirer parti, mais il faut s'attaquer aux inégalités. Le cadre institutionnel se caractérise par d'excellentes capacités de mise en œuvre. Les organismes publics ont engagé des programmes pilotes sectoriels afin de renforcer leur impact sur les pauvres.

E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

21. **Programmes.** Au cours des dernières décennies, l'Inde a consacré des sommes relativement importantes au financement de programmes ciblés de lutte contre la pauvreté, dont le budget a

représenté environ 6,5% du montant total des dépenses de l'État central en 1999/2000. Ces différents programmes adoptent trois principales approches: i) promotion du travail indépendant, ii) création d'emplois salariés; et iii) protection sociale. Le programme en faveur du travail indépendant actuellement en vigueur, Programme en faveur du travail indépendant dans les campagnes (*Swarnajayanti Gram Swarozgar Yojana*), adopté à l'occasion du cinquantième anniversaire, suit une approche intégrée de développement de la microentreprise dans les zones rurales axée sur la constitution de groupes d'entraide rassemblant les ruraux pauvres et la mise à disposition d'un soutien de base, de techniques, de crédit et de filières de commercialisation. Les organismes chargés de la mise en œuvre de ce programme, c'est-à-dire les agences de développement rural de district, ne disposaient pas des compétences de mobilisation sociale nécessaires, ce qui explique que ce programme n'ait réalisé que 34% de ses objectifs au cours du neuvième plan.

22. Le programme en faveur de l'emploi salarié, Programme global pour l'emploi rural (*Sampoorna Gramin Rozgar Yojan*) a pour but de créer des emplois, de mettre en place des infrastructures économiques durables en milieu rural et d'apporter aux pauvres la sécurité alimentaire et nutritionnelle, mais la modification de la répartition des crédits en faveur des projets de développement rural intervenue au cours du neuvième plan s'est traduite par une diminution de l'enveloppe financière et des créations d'emploi. Le Programme du Premier Ministre en faveur des routes villageoises (*Pradhan Mantri Gram Sadak Yojana*) finance sur le budget de l'État central la construction de routes desservant par tous les temps des villages isolés. Le gouvernement met également en œuvre le Programme en faveur du logement en milieu rural (*Indira Awas Yojana*) qui a pour but de fournir des logements gratuits aux familles qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, notamment les ménages appartenant aux castes répertoriées et aux tribus répertoriées et les serfs libérés, mais le manque de moyens en a limité la portée.

23. **Stratégie de réduction de la pauvreté rurale.** Le dixième plan (2002-2007) fixe un objectif de réduction de la pauvreté de 5% dans le cadre d'un accroissement annuel du PIB de 8%. Il prend acte de la nécessité d'élaborer des programmes de réduction de la pauvreté efficaces sur les thèmes suivants: travail indépendant, travail salarié, régimes de sécurité sociale, réforme foncière et logement en milieu rural; il met également l'accent sur la sécurité des moyens de subsistance et le maintien d'un taux de croissance de l'agriculture compris entre 4 et 4,5%. Les travaux de prévision de la commission de la planification ont fixé un objectif qui consiste à multiplier par quatre le PIB de l'Inde d'ici à 2020 grâce à un taux annuel d'accroissement compris entre 8,5% et 9,0%, ce qui permettrait à l'Inde de se classer dans la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire. L'objectif est de ramener l'incidence de la pauvreté à 13%, soit environ deux fois moins qu'aujourd'hui, et la commission préconise de s'attaquer aux problèmes de sécurité alimentaire en accroissant la production alimentaire et en réalisant des programmes alimentaires et nutritionnels ciblés.

III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE PAR LE FIDA DANS LE PAYS

24. Les cinq premières interventions du FIDA étaient axées principalement sur l'irrigation et la mise en valeur des zones de desserte et ne reflétaient pas la spécificité du FIDA. Sur les 13 opérations restantes, six portent sur le développement des populations tribales, quatre concernent la microfinance et l'autonomisation des femmes, et trois ont principalement pour objet d'améliorer la gestion des ressources naturelles et de développer les entreprises. On trouvera ci-dessous une synthèse des enseignements tirés des projets concernant le développement tribal et la microfinance.

Résultats et impact

25. **Projets de développement tribal.** Les projets en question reposent sur des interventions diversifiées, qui mettent l'accent sur le renforcement des institutions locales, la gestion participative des ressources naturelles, la protection des droits, la création de revenus, les services sociaux, etc. L'expérience de la mise en œuvre de ces projets met en évidence l'intérêt de la gestion communautaire des ressources, le potentiel que présentent le développement des produits de la forêt et la création de débouchés de ce type de produits, et l'importance du développement social. La leçon la plus intéressante est peut-être la prise de conscience croissante au sein du gouvernement et des organismes donateurs des atouts que présentent les systèmes agricoles tribaux et les savoirs indigènes du point de vue de la viabilité écologique à long terme; ces deux aspects font partie intégrante de la culture tribale, mais ils étaient auparavant considérés comme "arriérés". On redécouvre aujourd'hui ces valeurs de viabilité écologique, non seulement en Inde, mais dans de nombreuses parties du monde.

26. **Microfinance et promotion de la femme.** Le FIDA peut se targuer d'une expérience non négligeable du secteur de la microfinance puisqu'il a apporté son concours à quatre projets, dans ce domaine et il peut légitimement tirer fierté d'avoir apporté son concours, au cours des 15 dernières années, à deux des principaux modèles institutionnels de diffusion de la microfinance en Inde, le premier repose sur la création de liens entre les groupes d'entraide et les banques, tandis que le second s'appuie sur les établissements de microfinance. Bien que ces projets n'aient pas été conçus au départ comme des interventions visant à améliorer la situation des femmes, ils ont le plus souvent amélioré le sort de femmes rurales pauvres. En termes d'impact, ils ont contribué à renforcer la capacité de résistance des ménages pauvres et entraîné une évolution considérable de la situation économique et sociale des femmes. Celles-ci ont pris confiance en elles, sont devenues plus mobiles et sont désormais plus à l'aise dans leurs rapports avec la bureaucratie. Dans plusieurs régions, l'alcoolisme et les violences familiales ont reculé, tandis que la scolarisation des filles a progressé. Résultat tout aussi important, des habitudes de remboursement frôlant les 100% se sont établies, ce qui a nettement contribué à faire évoluer l'attitude des établissements financiers officiels envers les pauvres et les établissements dont ils constituent la clientèle. En 1999, le FIDA a approuvé le Programme d'appui à l'initiative nationale de microfinancement, en partenariat avec le Département du développement international (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), qui visait à apporter une aide à la Banque indienne de développement des petites entreprises afin de permettre la participation directe d'intermédiaires de la microfinance issus du secteur privé et du secteur public à l'échelon national et de favoriser l'adoption de toute une série de méthodes de microfinancement. Le programme de pays du FIDA a démontré que l'approche reposant sur la constitution de groupes de femmes, l'épargne et le crédit et les liens avec le système bancaire rural est un instrument efficace d'autonomisation réelle des femmes qui permet aussi d'assurer la viabilité commerciale.

27. **Aspects politiques.** Globalement, le programme du FIDA pour l'Inde a réussi à obtenir des résultats économiques et financiers à l'échelon des projets, tout en introduisant des innovations sur le plan des politiques. Pour illustrer ce dernier point, on peut par exemple mentionner: i) l'introduction des primes de fin de remboursement de prêt dans les programmes intégrés de développement rural; ii) l'utilisation de la méthodologie des groupes d'entraide dans le Programme *Swarnajayanti Gram Swarozgar Yojana*; iii) l'attribution de titres fonciers (*dongar pattas*) aux populations tribales; et iv) l'accent mis sur le renforcement des institutions locales en tant que moyen d'autonomisation des femmes. En outre, lorsque les projets ont donné des résultats positifs, par exemple dans les États du Tamil Nadu et du Maharashtra, les gouvernements des États, le Gouvernement de l'Inde et les autres donateurs ont reproduit les interventions à plus grande échelle. En 2003/2004, les banques commerciales agréées ont prêté au total 867 millions de USD à 1 079 091 groupes d'entraide répartis à travers tout le pays.

IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA

A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés

28. **Justification.** Au cours du dernier quart de siècle, l'Inde a accompli des progrès significatifs sur le plan de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration de la qualité de vie d'une proportion importante de ses habitants. Malgré tout, il reste encore beaucoup à faire en matière de réduction de la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie. Compte tenu de la modestie des ressources dont dispose le FIDA au regard de l'ampleur des besoins, la justification de l'intervention du FIDA en Inde repose sur les considérations suivantes:

- **Innovation.** Dans le cadre du programme de pays du FIDA, les projets, en raison de leur dimension relativement réduite dans le contexte de l'Inde, ont servi de terrain d'expérimentation pour des innovations institutionnelles et techniques dont certaines ont déjà été énumérées plus haut. En cas de succès, celles-ci ont ensuite été reproduites à plus grande échelle par d'autres organismes. Les projets du FIDA ont par ailleurs eu un effet de démonstration des "bonnes pratiques" en matière de conception de projets d'investissements. L'innovation ne peut se faire au coup par coup; il s'agit d'un processus de longue haleine afin de poursuivre le développement des résultats initiaux. C'est la raison pour laquelle les innovations ne sont pas mises en œuvre et expérimentées dans le simple but d'innover; bien au contraire, leur finalité correspond au mandat essentiel du FIDA: améliorer l'accès des pauvres aux ressources économiques et sociales et appuyer les efforts de développement conçus et mis en œuvre de manière participative par les pauvres eux-mêmes.
- **Viabilité institutionnelle à long terme.** Le programme de pays du FIDA met l'accent sur le renforcement des institutions locales. Il s'agit d'aider les villageois pauvres à constituer de manière participative les associations, groupements et autres structures voulues, qui assument alors progressivement la responsabilité de la répartition de leurs propres ressources et de celles du projet. Dès lors, la viabilité à long terme des institutions locales garantit la viabilité globale de l'impact du projet. Cela étant, la mise en place de ce type de structures est un processus très gourmand en personnel et en temps, qui dépasse habituellement la durée d'un projet classique. Il est donc nécessaire d'envisager d'intervenir à plus long terme afin de mettre en place et de renforcer les capacités des institutions locales, jusqu'à ce que celles-ci soient suffisamment développées et compétentes pour fonctionner de manière autonome.
- **Zones cibles.** Conformément à son mandat, le FIDA a concentré son appui sur les ménages pauvres et très pauvres, lesquels vivent principalement dans des régions éloignées et marginales, ainsi qu'en zones tribales. Dans ces régions, les principaux donateurs sont généralement peu présents, et le FIDA est souvent le seul donateur extérieur dans la zone cible.
- **Demande du gouvernement.** Le FIDA s'est forgé en Inde la réputation d'une institution qui appuie l'atténuation de la pauvreté et l'innovation, tout en privilégiant la souplesse et un dialogue ouvert avec le gouvernement. Cette attitude est appréciée, et les gouvernements des États comme le gouvernement central sollicitent régulièrement l'appui du FIDA.

29. Le FIDA entend donc poursuivre son partenariat avec l'Inde, en particulier en aidant le gouvernement de ce pays à réaliser son objectif, qui consiste à réduire le taux de pauvreté de 5% d'ici à 2007 et de 15% d'ici à 2012. Le FIDA s'acquittera de cette tâche en s'inspirant des axes stratégiques et de la stratégie régionale qu'il a élaborés, ainsi que de la stratégie de réduction de la pauvreté adoptée par le gouvernement.

30. **Axes stratégiques.** Le FIDA n'est qu'un petit acteur sur la scène indienne du développement. Le Gouvernement de ce pays a conscience que le Fonds est une institution innovante qui met au point les modèles reproductibles et joue à cet effet un rôle de catalyseur. L'élaboration du programme du FIDA en Inde reposerait sur trois axes stratégiques: i) renforcer les institutions locales et les structures des organismes d'appui; ii) favoriser et sécuriser l'accès des groupes marginalisés aux ressources; et iii) favoriser la diversification des moyens de subsistance dans les secteurs agricole et extra-agricole. Par ailleurs, le FIDA met en œuvre une stratégie de ciblage destinée à accorder une part importante de son appui aux États indiens qui ont pris du retard dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

B. Principales possibilités d'innovation et d'intervention dans le cadre des projets

31. À partir de 1986, le FIDA a axé sa stratégie sur l'aide à apporter au Gouvernement de l'Inde pour élaborer des approches innovantes propices à l'autonomisation des segments de population marginalisés, notamment les femmes et les tribus. Les résultats obtenus sur le plan de la mise au point de méthodes appropriées dans le domaine de la microfinance et de l'autonomisation des femmes sont salués, tant en Inde que parmi les praticiens du développement. L'étape suivante consisterait à consolider ces résultats en aidant des groupes d'entraide à développer des organisations d'un niveau supérieur et à les officialiser.

32. Bien que, considéré sous l'angle étroit des projets, l'impact sur le développement tribal puisse être considéré comme probant, il a dans une certaine mesure manqué une stratégie globale pour étayer ces projets. C'est la raison pour laquelle, au cours du cycle du précédent COSOP, des stratégies plus cohérentes de développement tribal consistant à privilégier le renforcement des institutions locales des populations tribales ont été adoptées. Le Programme de développement tribal réalisé dans les États de Jharkhand et de Chhattisgarh, élaboré dans le cadre ci-dessus, a commencé à donner des résultats remarquables, lesquels seront confortés dans le cadre du Programme d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales de l'Orissa. Ainsi, au cours du cycle du présent COSOP, le programme de pays du FIDA devrait être en mesure d'apporter une contribution concrète à la mise au point d'une méthode efficace de développement tribal. En outre, le FIDA commencerait à œuvrer dans une nouvelle zone agroécologique, à savoir les plaines du Gange moyen. Ce travail comprendrait la mise au point d'innovations, tant sur le plan institutionnel que technique, et ouvrirait des perspectives de solution des problèmes d'une proportion très importante de la population rurale pauvre.

33. **Microfinance et autonomisation des femmes.** Sous leurs différentes formes, les services de microfinance se sont avérés être l'une des interventions en faveur de l'atténuation de la pauvreté les plus prometteuse au cours de la dernière décennie, et ils constituent désormais un volet très important des programmes élaborés par le gouvernement pour atténuer la pauvreté. Mais toute une série de problèmes méritent encore une attention particulière, ce qui justifie la poursuite de l'intervention du FIDA afin de creuser les questions en suspens dans ce domaine en constante évolution en prolongeant et en approfondissant les initiatives déjà entreprises. Il s'agit notamment d'apporter un appui institutionnel aux structures des groupes d'entraide rassemblant les ruraux pauvres, de développer les organismes d'appui aux moyens de subsistance et de promouvoir l'autonomisation des femmes moyennant le renforcement des capacités, le plaidoyer dans le cadre des groupes d'entraide et la sensibilisation des hommes.

34. Le programme de pays accorderait une grande importance au renforcement des capacités d'organisation et de direction des femmes, dont l'expérience prouve qu'il s'agit d'un facteur décisif pour aider les femmes à être mieux reconnues et respectées au sein de leur communauté et à mieux faire entendre leur voix dans les affaires communautaires, ce qui passe notamment par l'intégration effective des femmes aux institutions villageoises. En outre, les groupes d'entraide constitueraient un moyen de plaider en faveur de l'équité entre les sexes et d'aborder notamment la question des

violences faites aux femmes³, pour faire mieux prendre conscience aux femmes des discriminations dont elles sont victimes, leur faire mieux connaître leurs droits, et agir afin qu'elles soient mieux armées pour faire face aux nombreuses difficultés sociales auxquelles elles sont confrontées. Cette action serait complétée par une sensibilisation des hommes à ces questions de discrimination, afin de réunir des conditions plus propices à l'émergence de partenariats plus équitables. Le thème de la microfinance et de l'autonomisation des femmes serait également axé sur l'appui aux institutions locales, à savoir les groupes d'entraide qui se sont mis en place, afin de susciter le développement spontané d'organisations de second niveau aptes à appuyer le développement de la microfinance et des moyens d'existence. Tel qu'il existe déjà, cet axe stratégique est relativement bien développé, l'élargissement des interventions réalisées dans ce secteur au titre du programme de pays à des États comme le Maharashtra devrait suffire à donner une ampleur adaptée au concours que le FIDA apporte à l'Inde.

35. Le développement institutionnel porterait sur les aspects suivants: i) renforcer les moyens d'action des groupes d'entraide en incitant leurs membres à se former et en leur proposant une formation adaptée dans tous les domaines (apprentissage du calcul et alphabétisation fonctionnelle, gestion, formation professionnelle, etc.), et s'employer à favoriser la constitution de fédérations de groupes d'entraide dont le rôle essentiel sera d'assurer un appui durable à ces groupes; et ii) renforcer les capacités de l'ensemble des différentes parties prenantes afin de garantir puis de préserver la qualité des groupes d'entraide et des intermédiaires microfinanciers à l'échelon des communautés. Les différents volets de cette intervention seraient les suivants: a) renforcer l'ensemble des services d'appui nécessaires, notamment les ONG, les établissements de formation, les autres organismes d'appui et les institutions faïtières comme, parmi d'autres établissements bancaires, la Banque nationale de l'agriculture et du développement rural ou la Banque indienne de développement des petites industries; b) développer la gamme de services de microfinance, en mettant particulièrement l'accent sur l'assurance et les autres services utiles aux pauvres, le transfert de fonds par exemple; c) accompagner le développement d'autres services de microfinance, par exemple ceux inspirés de la Grameen Bank, ou les groupes d'emprunteurs qui se portent caution les uns pour les autres (le modèle de carte de crédit destiné aux ruraux pauvres mis en place par l'établissement de microfinance BASIX); et d) dans le cadre de partenariats renforcés entre les États et les ONG, développer les agences de promotion, à destination des populations les plus défavorisées et désavantagées du pays; ces organismes seraient chargés de déterminer la demande de microcrédits et de mettre en place des structures d'appui dans le domaine de la formation et du renforcement des capacités. Il faudrait que le FIDA montre la voie en apportant une contribution de démarrage pour la mise en place d'un fonds dont le rôle serait de financer l'appui aux intermédiaires sociaux dans les zones défavorisées et d'expérimenter des modalités innovantes.

36. **Renforcement des moyens de subsistance dans les communautés tribales des zones tropicales semi-arides.** Les zones tropicales semi-arides couvrent environ 37% du territoire de l'Inde, principalement dans les États du Rajasthan, du Maharashtra et du Madhya Pradesh. À peu près la moitié des pauvres habitent ces régions, qui se caractérisent également par une forte concentration de populations appartenant aux tribus répertoriées et aux castes répertoriées. Au total, 50% des membres des tribus répertoriées et 40% des membres des castes répertoriées de l'Inde rurale vivent dans les zones tropicales semi-arides. Ces régions n'ont pas bénéficié de la transformation de l'agriculture. La dégradation des ressources forestières, dont les pauvres tirent une part importante de leurs revenus, a fragilisé plus encore les moyens de subsistance dans ces régions. En outre, les ménages qui y vivent sont souvent confrontés à la sécheresse, qui entraîne une amputation de leurs revenus. Cela étant, il semble que l'accroissement marginal de la productivité soit plus élevé dans ces régions et qu'il s'accompagne d'un effet plus marqué sur la pauvreté, ce qui confirme le potentiel qu'elles recèlent et la nécessité de donner la priorité à ces régions jusqu'ici négligées par les initiatives de développement. Ainsi, l'évolution de la situation dans les régions les plus développées des zones tropicales

³ Plus de 40% de femmes sont victimes de violences conjugales.

semi-arides, en particulier certaines parties du Maharashtra, a montré que la diversification des sources de revenu et les investissements dans l'irrigation à petite échelle, la conservation des eaux et l'amélioration de la gestion de l'eau, s'ils s'accompagnent de la diffusion de techniques améliorées, se traduisent par un impact significatif sur la réduction de la pauvreté. De la même manière, les interventions participatives de nature institutionnelle comme l'aménagement des bassins versants ou la gestion collective des forêts ont donné des résultats prometteurs, car ils ont permis de reconstituer la productivité des ressources librement accessibles, tandis que, dans le domaine de la transformation et de la commercialisation, la constitution de groupes d'intérêt commun a permis d'accroître la marge bénéficiaire des produits forestiers non ligneux. Il existe donc un potentiel, mais le renforcement des activités des recherches, des infrastructures, du crédit, de la commercialisation, de la vulgarisation, de la réforme foncière et de la politique foncière est indispensable à l'amélioration de la productivité des ressources et de la main-d'œuvre, afin de réduire la pauvreté. Pour orienter le choix des interventions prioritaires dans les zones tropicales semi-arides, il convient de privilégier avant tout les régions qui combinent un niveau d'incidence et de gravité de la pauvreté très élevé et un potentiel de développement agricole à court terme moyen ou élevé. Les régions qui répondent à ces critères comprennent les districts essentiellement tribaux de la partie sud du Madhya Pradesh qui ne bénéficient pas de l'intervention d'autres donateurs, la partie sud du Rajasthan et une partie du littoral nord du Tamil Nadu.

37. Compte tenu de la diversité des situations, le développement des zones tropicales semi-arides nécessite une approche suffisamment souple pour proposer des solutions adaptées au contexte local. Cela étant, une stratégie multidirectionnelle adaptée devrait vraisemblablement associer tout ou partie des éléments suivants: i) la gestion des ressources en eau, qui pourrait englober la collecte, le stockage et la conservation de l'eau de pluie dans le cadre de l'aménagement des bassins versants, la reconstitution des nappes souterraines grâce à une utilisation efficiente de l'eau et à l'adoption de stratégies plus efficaces de protection contre la sécheresse et d'atténuation de ses effets; ii) la lutte contre la dégradation des sols grâce à la diffusion plus large de techniques adaptées aux terres arides, comme par exemple le travail minimal des sols, l'adoption de nouvelles variétés permettant d'accroître la production de biomasse au Bangladesh; iii) une meilleure gestion des ressources communes, en particulier les forêts, les étendues d'eau et les terres incultes, ce qui permettrait d'accroître l'accès des pauvres et de favoriser une gestion durable grâce au développement de la gestion communautaire des forêts et des zones incultes et à l'accroissement de la maîtrise des bénéficiaires sur les activités de complément dans le domaine de la transformation et de la commercialisation; iv) le développement et la diffusion de techniques dans le cadre de travaux participatifs de recherche adaptative axés sur les domaines prioritaires, à savoir, par exemple, les techniques économiques d'aménagement des bassins versants, les aspects technoéconomiques des techniques de micro-irrigation économes en eau, les variétés tolérantes à la sécheresse qui ne nécessitent pas d'irrigation, l'amélioration du sorgho et du mil en tant que céréales fourragères, les techniques de gestion après récoltes; v) la mise en place d'un système de vulgarisation agricole axé sur la demande et l'application des techniques modernes d'information et de communication à la vulgarisation et la diffusion des techniques; vi) l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les stratégies de développement agricole dans les zones tropicales semi-arides; vii) l'accès aux services financiers et aux marchés dans le cadre de systèmes à assise communautaire comme les groupes d'entraide ou les intermédiaires financiers; et viii) le développement institutionnel destiné à favoriser le renforcement des moyens d'action et l'autonomie des communautés dans le cadre de toute une série de groupes d'intérêt spécifiques émanant des communautaires comme les comités d'aménagement des bassins versants, les groupements d'irrigants, les comités de gestion des forêts, les groupements d'éleveurs, etc.

38. **Amélioration des moyens de subsistance dans les plaines du Gange moyen.** Les plaines du Gange moyen, qui recouvrent la partie orientale et centrale de l'Uttar Pradesh et la totalité de l'État du Bihar, représentent probablement la poche de pauvreté la plus importante du pays en termes de nombre de personnes concernées. Cette région regroupe 33 des 100 districts les plus sous-développés, et le taux de pauvreté atteint jusqu'à 59% dans la partie nord du Bihar. Ces régions sont dotées de

ressources naturelles intéressantes puisqu'elles disposent de réserves en eau, tant en surface qu'en sous-sol, et de sols fertiles; mais d'autres caractéristiques démographiques, économiques et structurelles réduisent cet avantage naturel à néant et freinent l'expansion de l'économie rurale. Cette région demeure extrêmement sous-développée car toute une série de facteurs entravent son développement: la pression démographique extrême que subissent les sols, la faiblesse des investissements dans les infrastructures d'irrigation, la médiocrité des rendements, la prédominance de régimes fonciers et de modalités de métayage inéquitables et la très grande fréquence des inondations. Dans les campagnes, les propriétaires fonciers ont conservé une telle puissance politique que cette région a échappé à toute réforme foncière probante, ce qui demeure l'obstacle le plus important sur la voie du développement. Les ménages appartenant aux castes répertoriées et les ménages musulmans sont particulièrement affectés par la pauvreté foncière, tandis que les femmes de cette région cumulent les handicaps: non seulement elles sont encore plus démunies que dans les autres régions de l'Inde en raison de la puissance du patriarcat, mais, comme les hommes ont tendance à travailler de moins en moins, elles doivent redoubler d'efforts afin d'obtenir une amélioration fût-elle modeste du niveau de vie de leur famille. Le cloisonnement des castes domine la vie publique, au détriment de la gouvernance, du développement, des systèmes de mise en œuvre et du recul de la pauvreté. En outre, les plaines du Gange moyen n'ont pas connu l'essor que les ONG sont parvenues à impulser dans d'autres régions du pays. Tous ces éléments prètent à conclure qu'il s'agit d'un contexte extrêmement difficile pour s'employer à atténuer la pauvreté rurale.

39. Dans des régions rurales aussi vastes, le développement est inégal; c'est la raison pour laquelle il convient de recourir à toute une gamme de stratégies, parmi lesquelles: i) un renforcement des systèmes de production axé en premier lieu sur le secteur agricole afin d'améliorer la productivité des cultures et la rentabilité des terres, éventuellement grâce à une diversification en faveur de cultures d'un meilleur rapport pour les petites exploitations privées, et en second lieu sur le développement des moyens de subsistance dans le cadre d'une diversification vers des activités extra-agricoles; ii) l'élaboration d'un plan de prévention des catastrophes axé sur l'aide aux pauvres, afin d'élaborer des stratégies plus efficaces pour faire face aux inondations; et iii) l'autonomisation sociale et économique des femmes et des groupes marginalisés, en privilégiant la fourniture de services de microfinance et le développement des entreprises moyennant la création de groupes d'entraide et l'appui au développement d'autres initiatives de microfinance afin de favoriser le développement du capital social et financier. Il s'agit là d'activités essentielles pour travailler au renforcement des capacités des groupes défavorisés, ce qui constitue un premier pas pour remédier aux inégalités de l'environnement social, économique et politique. Le FIDA pourrait participer au renforcement des capacités en encourageant les ONG et en favorisant le développement d'institutions faitières durables à assise communautaire, afin de mettre en place une tribune de concertation et de pression collective plus efficace.

40. **Amélioration des moyens de subsistance des communautés côtières qui vivent de la pêche.** Les communautés côtières qui vivent de la pêche sont parmi les groupes de population les plus pauvres, puisqu'elles cumulent les handicaps suivants: niveau d'alphabétisation plus faible, conditions de logement plus mauvaises et qualité de vie en constante dégradation. Les moyens de subsistance des pêcheurs artisanaux sont menacés par le développement rapide de la capacité de pêche et le recul des prises de poisson, qui s'explique en partie par le fait que les flottes industrielles font appel à des techniques de pêche non sélectives. En l'absence de gestion effective, la progression de la capacité de pêche entraîne aujourd'hui une pression accrue sur la ressource, qui s'épuise peu à peu. La situation difficile des pêcheurs artisanaux, qui ne disposent généralement pas de moyens mécaniques, est aggravée par l'application contestable de la réglementation de la pêche en mer élaborée pour gérer la ressource; en effet, on constate régulièrement l'intrusion de navires de pêche commerciale dans la zone côtière réservée à la pêche artisanale. La détérioration globale du milieu côtier sous l'effet de l'aggravation de la pollution a également contribué à la baisse de la productivité des eaux du littoral. La hausse des coûts d'investissements et d'exploitation s'est traduite par une aggravation de l'endettement, de sorte que les pêcheurs artisanaux sont désormais principalement tributaires de

bailleurs de fonds non officiels qui pratiquent des taux d'intérêts élevés, tandis que la faiblesse de la position que les pêcheurs artisanaux occupent sur le marché se traduit par une rentabilité peu élevée. Au fur et à mesure que la ressource s'épuise et que les rendements marquent le pas, l'activité des équipages non mécanisés devient de moins en moins viable. Dans leur grande majorité, les pêcheurs artisanaux ne sont pas affiliés à une organisation et ne sont pas en mesure de se faire entendre pour protéger leurs moyens de subsistances.

41. S'agissant de ces questions, l'intervention du FIDA comprendrait une gamme aussi large que complète d'interventions coordonnées axées sur l'équité et la viabilité à long terme de la gestion des ressources halieutiques côtières et marines, ce qui permettrait d'augmenter la valeur ajoutée et les bénéfices que les pêcheurs et les petits transformateurs et commerçants tirent de leur activité. Les stratégies adoptées seraient les suivantes: gestion des ressources, développement institutionnel, appui aux petits transformateurs et commerçants, recherche technoéconomique et diversification des emplois.

42. **Développement tribal dans le nord-est.** L'incapacité à exploiter efficacement les ressources naturelles afin de produire des richesses s'est traduite par une stagnation de l'économie rurale dans le nord-est de l'Inde. En raison de son isolement géographique, culturel et politique, cette région est restée à l'écart du développement; cette situation, à laquelle s'ajoute un sentiment de déception à l'égard des efforts de développement entrepris par les pouvoirs publics, qui n'ont pas pris en compte la spécificité de la région, a alimenté le mécontentement. Comme cette région figure en tête des priorités du gouvernement, le FIDA a déjà appuyé deux projets en faveur du nord-est ces dernières années, mais l'éloignement des marchés reste l'un des principaux obstacles au développement effectif de cette région.

C. Possibilités de mobilisation et de partenariat avec des ONG et le secteur privé

43. La participation de plus de 24 ONG à la mise en œuvre avec le FIDA du Projet de promotion de la femme au Tamil Nadul à la fin des années 80, a permis de forger des partenariats solides et durables avec des organisations de la société civile indienne. Le développement de ce type de partenariat direct avec des ONG dépendrait du cadre dans lequel s'inscrit l'aide du FIDA, ainsi que de l'existence d'institutions de la société civile adaptées et de préférence à caractère associatif et de la bonne volonté des pouvoirs publics. Néanmoins, des efforts restent à faire pour approfondir et élargir ces partenariats.

44. Si le rôle de catalyseur qu'exercent les ONG n'est pas à négliger, les organisations à assise communautaire auxquelles elles apportent leur aide et qu'elles encouragent sont indispensables pour obtenir la viabilité à long terme des initiatives de développement. L'aide déjà accordée sous forme de dons au titre du Programme de coopération étendue se poursuivra afin d'encourager certaines institutions qui correspondent bien aux stratégies retenues. Le gouvernement a récemment mis l'accent sur le transfert des responsabilités aux institutions des collectivités locales (*panchayati raj*), ce qui constitue une occasion importante de renforcement mutuel des processus d'autonomisation économique et social. Il s'agit d'un domaine auquel il convient d'accorder plus d'attention dans la conception des projets à venir. Comme il a déjà été indiqué, cet aspect sera pris en compte à travers l'ensemble des projets réalisés dans le cadre du présent cycle, car il s'agit d'une question de portée générale.

45. Ces dernières années, le FIDA est parvenu à forger des partenariats avec le secteur privé indien. Les groupes d'entraide créés dans le cadre du Projet de développement tribal participatif dans l'Andhra Pradesh étaient en relations avec le Projet Shakti financé par Hindustan-Lever, la filiale indienne d'Unilever. Par ailleurs, le FIDA a conclu un accord avec la plus importante banque privée d'Inde pour les activités de crédit – Industrial Credit and Investment Corporation of India, dans le cadre duquel des liens ont été noués avec les groupes d'entraide constitués dans le cadre du Projet

d'amélioration des moyens d'existence dans l'Himalaya. Le FIDA étudierait la possibilité de mettre en place ce type de partenariat avec le secteur privé dans les domaines de la microfinance, de l'intégration aux marchés et du développement des entreprises rurales.

D. Possibilités de couplage avec d'autres donateurs et institutions

46. La Banque mondiale et la Banque asiatique de développement sont les principales sources de l'aide publique au développement, qui se monte à environ 5 milliards de USD par an de contributions annoncées, soit environ 0,6% du PIB du pays. Les opérations de la Banque asiatique de développement étant axées sur la restructuration économique, l'énergie, le transport et le développement des infrastructures, les possibilités de partenariat sont plutôt limitées. La nouvelle stratégie de pays adoptée par la Banque mondiale, prenant acte du gouffre croissant qui se creuse entre les États qui ont entrepris des réformes et les autres, a décidé d'aider les États les plus pauvres. Puisque cette décision correspond à la stratégie que le FIDA a adoptée pour le concours qu'il apporte à l'Inde, il est possible de collaborer étroitement avec la Banque mondiale dans cette perspective. Cette collaboration a pris un bon départ, le FIDA ayant fait partager son expérience du développement tribal en Inde. Ce processus d'apprentissage mutuel serait nettement renforcé.

47. Ces dernières années, le FIDA a forgé des partenariats étroits avec le Programme alimentaire mondial et le Département du développement international (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). Le Programme alimentaire mondial participe au financement de trois projets qui consistent à fournir des produits de base afin d'appuyer des actions du type "vivres contre travail" et apport de compléments nutritionnels. Ce partenariat avec le Programme alimentaire mondial se poursuivra également pour organiser l'appui à la mise en œuvre de la gestion des connaissances et de la concertation sur les politiques publiques, dans le cadre global des initiatives pilotes relatives à la présence sur le terrain lancées par le FIDA. Le partenariat avec le Département du développement international a permis de financer par des dons les volets essentiels d'un certain nombre de projets concernant le développement institutionnel, et le FIDA s'emploiera à approfondir et élargir ce partenariat. La collaboration avec ces deux institutions a une valeur stratégique, et elle se poursuivra tout au long du cycle du présent COSOP. Un autre donateur a fait part de son intérêt pour les thèmes d'intervention proposés, à savoir l'Allemagne, par le canal de l'Office allemand de coopération technique (GTZ), qui est associé au projet en faveur de l'Himalaya qui vient d'être approuvé; ce partenariat pourrait être étendu à l'aide proposée en faveur de la microfinance et de l'autonomisation des femmes.

48. Le FIDA a également entretenu un partenariat très fructueux avec les institutions membres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale portant sur le développement de techniques utiles aux pauvres afin d'aider les paysans démunis. Ce partenariat pourrait être renforcé en intégrant dans le programme de pays du FIDA les résultats obtenus dans le cadre des dons en faveur du transfert et de la diffusion des savoirs.

E. Domaines de concertation

49. Compte tenu des défis considérables que l'Inde doit relever dans le domaine des politiques publiques, il existe trois principaux domaines dans lesquels les réformes des macropolitiques sont susceptibles d'entraîner une évolution significative de la situation des ruraux pauvres: i) politiques différenciées en fonction du degré de développement des régions, les mesures concernant le développement de l'agriculture axée sur les marchés dans les régions développées, tandis que les régions moins développées bénéficieraient d'intervention ciblées en faveur de l'atténuation de la pauvreté rurale; ii) réforme foncière reposant en grande partie sur une modification des modes de faire-valoir, dans le but de s'attaquer aux problèmes de la pauvreté rurale; et iii) mesures de gestion des risques sociaux afin de compléter et d'accompagner la réforme de la politique agricole.

50. Concrètement, le FIDA peut contribuer à ce travail en intégrant à l'ensemble de ses projets un programme d'action réformiste concernant les enjeux qui ont des répercussions sur les moyens de subsistance fondés sur l'agriculture dans les campagnes, en donnant une place centrale aux femmes. Ce programme d'action peut être axé sur les domaines suivants: i) recentrer les interventions sur la réforme foncière afin d'améliorer l'accès des femmes aux ressources productives, l'accent étant mis sur l'accès, par opposition à la propriété, en abordant les questions comme les droits d'occupation, la redistribution à des femmes d'une partie des terres des exploitations dont la surface excède un certain plafond, la promotion de l'accès des femmes aux terres incultes et aux forêts dégradées; ii) améliorer l'accès des femmes au crédit et aux services financiers, en les incitant à s'affilier à des coopératives par exemple, afin d'avoir accès aux crédits d'investissement en faveur de l'agriculture; et iii) encourager la participation des femmes aux institutions représentatives en militant activement en faveur de leur représentation au sein des fédérations de commercialisation agricole, des coopératives laitières et des associations d'exploitants à tous les niveaux.

51. Compte tenu du rôle limité que joue le FIDA en termes de contribution financière, la meilleure contribution qu'il puisse apporter à la concertation consiste à développer les savoirs sur lesquels repose l'évolution des politiques et à travailler sur le terrain pour construire des modèles capables de démontrer ces changements et de les favoriser, comme l'expérience antérieure du FIDA, présentée ci-dessus, l'a montré. Dans le même ordre d'idées, la meilleure façon pour le FIDA de participer au dialogue sur les politiques publiques consiste à recourir aux moyens suivants: i) travailler en réseau avec les partenaires qui partagent des mêmes idées au sein de la communauté des donateurs, des universitaires, des organismes et institutions professionnels; ii) faire mieux connaître les réformes en propageant largement l'exemple d'un certain nombre de mesures mises en œuvre avec succès dans le cadre de projets au moyen d'ateliers, de rapports et de documents ad hoc, de visites d'information à l'intention des principales parties prenantes, notamment les parlementaires et les responsables, et de campagnes d'information dans les médias; et iii) favoriser le perfectionnement professionnel des agents qui jouent un rôle clé à l'échelon central et au niveau des États dans le cadre de sessions, d'ateliers et de séminaires de formation professionnelle spécialisée contribuant à mieux connaître et mieux appréhender certains enjeux politiques.

F. Mesures à prendre pour améliorer la gestion du portefeuille

52. Si, dans l'ensemble, le programme d'aide du FIDA en faveur de l'Inde a réussi à obtenir les effets souhaités, des améliorations doivent être apportées dans un certain nombre de domaines: dans la plupart des cas, l'entrée en vigueur des projets a pris un temps anormalement long en raison d'obstacles juridiques et administratifs; les décaissements des montants en droit de tirage spéciaux ont été lents, en particulier durant les premières années des projets; les apprentissages réciproques entre projets n'ont pas eu l'ampleur souhaitée; la pérennisation des résultats obtenus dans le cadre d'un projet moyennant une stratégie de sortie bien pensée continue à présenter des difficultés; l'amélioration des structures de gestion des projets doit se poursuivre afin d'intensifier la participation des bénéficiaires, des ONG et du secteur privé; enfin, il est nécessaire de renforcer nettement l'appui à l'exécution. Le FIDA s'emploie à apporter une réponse à ces problèmes, essentiellement dans le cadre du partenariat avec le Programme alimentaire mondial engagé en juillet 2001. Bien que des progrès significatifs aient été accomplis, cet aspect doit encore être consolidé.

53. Le montant brut de l'aide financière du FIDA à l'Inde, après avoir culminé en 1999, s'est effondré en 2000. Compte tenu de l'augmentation de la contribution de l'Inde à la reconstitution des ressources, les mouvements nets sont devenus négatifs cette année-là. Le récent redémarrage des décaissements, combiné à une gestion plus active du portefeuille qui a entraîné des clôtures de projets et l'annulation d'un certain nombre de prêts, s'est traduit par une baisse des montants non décaissés. Ces améliorations doivent donc être poursuivies et renforcées; pour y parvenir, il faut accélérer le rythme d'exécution et de décaissement et procéder en temps opportun à la clôture des projets et, le cas échéant, à des annulations de prêts. Le transfert direct des crédits à des entités autonomes à l'échelon

des États par le gouvernement figureraient également parmi les priorités. L'Inde est concernée par deux initiatives pilotes relatives à la supervision directe et à la présence sur le terrain, et celles-ci seront mises à profit pour développer l'appropriation locale, étendre les partenariats fructueux, contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques, et améliorer globalement la performance du portefeuille.

G. Cadre indicatif de financement et programme de travail à horizon mobile

54. Dans le cadre de l'application du système d'allocation fondé sur la performance, le montant des prêts du FIDA en faveur de l'Inde sera en grande partie fonction du volume global du programme du FIDA. Ce montant pourrait également être limité en application du plafond de l'enveloppe annuelle qui peut être approuvée pour un pays donné, fixé par la politique de prêt. Compte tenu de ce qui précède, le montant des prêts octroyés par le FIDA à l'Inde serait compris entre 110 millions de USD et 119 millions de USD au titre du cycle de programmation en cours, qui couvre la période 2005-2009; cela permettrait d'élaborer quatre projets relativement importants, chaque intervention étant axée sur l'un des thèmes suivants: autonomisation des femmes, développement des populations tribales, élaboration d'un projet concernant la pêche côtière et le développement d'une zone extrêmement vulnérable englobant les plaines du Gange moyen, y compris Assam. Ces interventions respecteraient l'ordre de priorité indiqué, sous réserve que les ressources disponibles soient suffisantes. En outre, l'inclusion d'une intervention concernant les plaines du Gange moyen et l'État d'Assam au cours du cycle actuel est également subordonnée à la marge de manœuvre accordée par les gouvernements du Bihar, de L'Uttar Pradesh et de l'Assam sur le plan de la mise en place d'institutions locales participatives et du traitement des questions de régime foncier et d'utilisation des ressources communes. Par ailleurs, l'intervention du FIDA envisagée dans le nord-est ne serait réalisée que dans le cadre d'un scénario de ressources disponibles très optimiste, et en cas d'avis favorable à l'issue d'un examen stratégique intermédiaire. Dans l'intervalle, le FIDA pourrait privilégier les enseignements tirés des projets existants et constituer une base de connaissances qui servirait à élaborer un projet en faveur du nord-est au cours des cycles suivants.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

INDIA

Land area (km² thousand) 2003 1/	2 973	GNI per capita (USD) 2003 1/	540
Total population (million) 2003 1/	1 064	GDP per capita growth (annual %) 2003 1/	7.1
Population density (people per km²) 2003 1/	358	Inflation, consumer prices (annual %) 2003 1/	4
Local currency	Indian Rupee (INR)	Exchange rate: USD 1 =	INR 43.65
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1997-2003 1/	1.6	GDP (USD million) 2003 1/	600 637
Crude birth rate (per thousand people) 2003 1/	24	Average annual rate of growth of GDP 2/	
Crude death rate (per thousand people) 2003 1/	8	1983-1993	5.4
Infant mortality rate (per thousand live births) 2003 1/	63	1993-2003	5.9
Life expectancy at birth (years) 2003 1/	63	Sectoral distribution of GDP 2003 1/	
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% agriculture	22
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% industry	27
Total labour force (million) 2003 1/	473.3	% manufacturing	16
Female labour force as % of total 2003 1/	33	% services	51
Education		Consumption 2003 1/	
School enrolment, primary (% gross) 2003 1/	99 a/	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	13
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2003 1/	39 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	65
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	22
Daily calorie supply per capita	n/a	Balance of Payments (USD million)	
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2003 3/	46 a/	Merchandise exports 2003 1/	55 982
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2003 3/	47 a/	Merchandise imports 2003 1/	70 707
Health		Balance of merchandise trade	-14 725
Health expenditure, total (as % of GDP) 2003 1/	6 a/	Current account balances (USD million)	
Physicians (per thousand people) /	n/a	before official transfers 2003 1/	-12 169 a/
Population using improved water sources (%) 2002 2/	86	after official transfers 2003 1/	177 a/
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a	Foreign direct investment, net 2003 1/	4 269
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 2/	30	Government Finance	
Agriculture and Food		Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2003 1/	-4
Food imports (% of merchandise imports) 2003 1/	6	Total expenditure (% of GDP) 2003 1/	n/a
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2003 1/	996 a/	Total external debt (USD million) 2003 1/	113 467
Food production index (1999=100) 2003 1/	105	Present value of debt (as % of GNI) 2003 1/	19
Cereal yield (kg per ha) 2003 1/	2 364	Total debt service (% of exports of goods and services) 2003 1/	18
Land Use		Lending interest rate (%) 2003 1/	12
Arable land as % of land area 2003 1/	54 a/	Deposit interest rate (%) 2003 1/	n/a
Forest area as % of total land area 2003 1/	22 a/		
Irrigated land as % of cropland 2003 1/	34 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* CD Rom 2005

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2005

LOGICAL FRAMEWORK

Goal	Indicators	Means of Verification	Assumptions
<ul style="list-style-type: none"> Results of pilot innovative approaches to poverty reduction upscaled by the government and other multilateral agencies successfully 	<ul style="list-style-type: none"> Innovative poverty reduction programmes implemented Pilot approaches upscaled by government and other multilateral donors Poverty incidence in programme area by social groups and gender Reduced prevalence of malnutrition by gender (RIMS indicator) Improved household asset ownership by gender (RIMS indicator) 	<ul style="list-style-type: none"> National Household Sample Surveys National and State statistics Policy papers and other government official documents Sector studies Monitoring and impact studies Project baseline and completion reports Participatory Impact Assessment reports 	<ul style="list-style-type: none"> Continued policy support for poverty reduction Successful upscalable models are developed. Resources are committed by Government and other external agencies MDGs continue to determine national and state policy objectives and budget allocations IFAD's Strategic Framework continues to inspire project and programme design and implementation The poor's perception of poverty coincides with the MDGs and IFAD's strategic thrusts
COSOP Thrust: Capacity-building	Indicators	Means of Verification	Assumptions
<p>A. Participatory grass-roots institutions of disadvantaged groups fully functional and sustainable</p> <p>B. Support services in public, private and NGO sectors are sustainably providing financial, technical, marketing and social services to disadvantaged groups and individuals</p>	<ul style="list-style-type: none"> No. of grass-roots institutions formed and strengthened by gender of membership providing access of poor to natural and financial resources, advice and other services, designing and implementing own programmes, where required with external support, influencing policies to become more equitable and development oriented, instrumental in empowerment of women No. of disadvantaged group members by gender No. of persons trained by gender No. and type of activities designed and implemented Results of activities External support mobilised No. of policy adjustments Changes in roles and responsibilities of women No. of support services strengthened, staff trained, institutional capacities expanded; No. and types of support provided to disadvantaged Sustainability of support services 	<ul style="list-style-type: none"> Annual Reports from grass-roots institutions Socio-economic surveys at institutions and household level Reports on training provided by gender Participatory and economic analysis of institutions activities Reports external support agencies Government policy statements Local government reports Annual reports support services Annual reports on support activities to disadvantaged groups, by gender Reports on strengthening support services: staffing, internal capacities, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Grass-roots institutions continue representing interests of disadvantaged membership Membership conditions of grass-roots institutions do not prohibit poorest to adhere Strengthened support services maintain focus on disadvantaged groups

COSOP Thrust: Access to resources	Indicators	Means of Verification	Assumptions
Marginalized groups have access to natural resources, financial services and knowledge and technology and apply them in a sustainable manner to improve their living conditions while maintaining and strengthening their cultural identity	<ul style="list-style-type: none"> Land, forest areas, water resources managed by poor by gender Output produced from natural resources by gender Financial services used by poor by gender, performance Applied research on applications of indigenous knowledge, results Adoption rate of (indigenous) technologies by gender, results No. of poor participating in knowledge development and exchange 	<ul style="list-style-type: none"> National and State statistics Area and poverty specific studies Household surveys of sample of poor Reports of service providers Research reports Project reports Evaluation and impact studies 	<ul style="list-style-type: none"> The trade-off between raising incomes quickly and longer term sustainability will be resolved in a participatory manner, on the basis of indigenous knowledge, cultural values and external technologies and support
COSOP Thrust: Diversification	Indicators	Means of Verification	Assumptions
<ul style="list-style-type: none"> Previously poor households successfully undertake a diversified set of economic activities, which are sustainable, keep them out of poverty and are sufficient resilient to absorb major external shocks 	No. and type of activities undertaken, performance of each Decreasing poverty incidence and poverty gap Activity mix and poverty incidence after calamities	Household sample surveys National and State statistics Impact assessments Project reports	<ul style="list-style-type: none"> Diversification mix of activities remains resilient under conditions of increasing frequency of external shocks (e.g. climate change)
Outputs	Indicators	Means of Verification	Assumptions
<ul style="list-style-type: none"> Poverty among Scheduled Castes, Scheduled Tribes and women sustainably reduced and further reducing Women being empowered and gender inequalities further reducing Education, health, literacy improved and further improving Participatory grass-roots institutions effectively operating and expanding Innovative pro-poor policies being applied 	<ul style="list-style-type: none"> Poverty incidence among target population annually declining, also under less favourable external conditions No. of women in public positions Reduction in domestic violence Enrolment rates by gender Maternal Mortality rate Female literacy rate in appropriate language Policy statements and their applications 	<ul style="list-style-type: none"> National and State statistics Government budgets Budget speech, policy statements Household sample surveys Impact assessments by gender Gender studies Annual reports education, health services and other support agencies 	<ul style="list-style-type: none"> Participation, gender and sustainability remain essential elements of project and programme design

STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats/Risks
Overall	<ul style="list-style-type: none"> - Strong commitment of current government to rural poverty reduction - Constitutional Provisions for the socially excluded and marginalized sections of society including Scheduled Castes and Scheduled Tribes - Allocation of substantial resources for poverty reduction through the introduction of new schemes such as National Rural Employment Guarantee Bill - Successful experience in poverty reduction - Improved coordination between central and state governments - Availability of well established NGO community and civil society institutions 	<ul style="list-style-type: none"> - Insufficient priority accorded to monitoring and impact assessment - Previous shortcomings in targeting - Low allocation for agricultural and rural sector previously 	<ul style="list-style-type: none"> - Developing results based management system - Growing awareness of the rural-urban divide and considerable allocation for development of rural areas through the launch of Bharat Nirman Yojana (India Rebuilding Programme) - Increasing allocation and focus on rural areas - Adoption of progressive legislation such as the Right to Information Act (RTIA) 	<ul style="list-style-type: none"> - Priority continuing to be economic growth with redistributive effect - Change in political establishment at the centre and state level might lead to change in priorities - Insurgency movements related to conflict over natural resources such as the leftist insurgencies

IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME

IFAD'S STRATEGIC FRAMEWORK	REGIONAL STRATEGY	GOVERNMENT POVERTY REDUCTION STRATEGY	INDIA COSOP
<p><u>Vision Statement</u> IFAD believes that increasing access to assets (human, social, natural, technological and financial assets) is crucial for broad-based growth and poverty reduction. Thus it fosters social development, gender equity, income generation, improved nutritional status, environmental sustainability and good governance within the following main thrusts:</p> <p><u>Human and social assets</u></p> <p>Strengthening the capacity of the rural poor and their organization</p> <p><u>Financial assets and markets</u></p> <p>Increasing access to financial services and markets</p> <p><u>Productive assets and technology</u></p> <p>Providing equitable access to productive natural resources and technology</p>	<p>Within the corporate thrusts, the Regional Strategy focuses on:</p> <ul style="list-style-type: none"> □ Enhancing women's capabilities in order to promote their role in agricultural development and improve their position in society □ Reducing poverty by enhancing the capabilities of indigenous peoples and other marginalized groups □ Building coalitions of the poor □ Enhancing peace for poverty reduction □ Developing less favoured areas 	<p><u>Human and social assets</u></p> <ul style="list-style-type: none"> □ Promoting greater participation of common people in decision making □ Creating a network of institutions – CBOs, NGOs, government – for promoting the self-help movement □ Promoting access to education, health, sanitation and water and implementing targeted food and nutrition programmes <p><u>Financial assets and markets</u></p> <ul style="list-style-type: none"> □ Establishing SHGs for savings mobilization and access to micro-finance □ Establishing marketing linkages with the private sector, industrial enterprises and export houses <p><u>Productive assets and technology</u></p> <ul style="list-style-type: none"> □ Promoting access to land including purchase of land and its distribution to the landless poor and allocation of common forest and wastelands to the poor □ Promoting expansion of watershed management for rainwater harvesting and conservation □ Provision of technical support for upgradation of technology in farm and non-farm sector 	<p><u>Human and social assets</u></p> <ul style="list-style-type: none"> □ Capacity-building of grass-roots institutions to engender greater ownership of development and promote self-reliance □ Empowerment of women to improve their position within households and communities <p><u>Financial assets and markets</u></p> <ul style="list-style-type: none"> □ Strengthening micro-finance initiatives, expanding range of micro-finance products to meet needs of the poor □ Strengthening linkages with supporting services to sustain and expand livelihood opportunities including market linkages <p><u>Productive assets and technology</u></p> <ul style="list-style-type: none"> □ Increasing access of the poor to productive resources, particularly land, forest and fisheries resources □ Promoting institutional development, investment in infrastructure and access to knowledge and technology for income generation and sustainable management of these resources □ Diversifying livelihood opportunities to increase incomes and reduce risk

ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
World Food Programme	Commodity assistance	Support for food-for-work and supplementary nutrition services	Ongoing	Strong complementarity with IFAD programmes and high potential for collaboration strengthening existing partnership arrangements on three ongoing IFAD projects
Department for International Development (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland)	Rural development, enhancing rural livelihoods and micro-finance for poverty alleviation	Support for livelihood improvement and empowerment of poor; sustainable management of resources; education, health and water; and strengthening implementation capacity of government. Works mainly in Orissa, Andhra Pradesh, Karnataka, Madhya Pradesh, West Bengal	Ongoing	Strategic partnership developed under two on-going IFAD projects – National Micro-Finance Programme and Orissa Tribal Empowerment and Livelihoods Programme and potential exists for deepening and widening this partnership in the future
German Agency for Technical Cooperation (GTZ)	Sustainable resource management and capacity-building	Programmes in support of watershed management, community institution building for self-help, strengthening of water and soil conservation training institute – principally in Maharashtra	Ongoing	Strong complementarity with IFAD programmes in natural resource management and has expressed interest in themes proposed for IFAD intervention. Partnership with IFAD for Himalayas Livelihoods Project and potential exists for developing this relationship further
World Bank	Strengthening enabling environment for growth ; accelerating pro-poor development; education and health; financial sector development; governance reform and decentralization; fiscal reform	<i>District Poverty Initiatives Project (DPIP)</i> – community empowerment, institutional development and asset creation in Andhra Pradesh, Madhya Pradesh, Rajasthan and Chhattisgarh	Ongoing	Strong complementarity with IFAD themes - partnership potential limited
		<i>Rural Women's Development and Empowerment Project (RWDEP)</i> – supports women's capacity-building and micro-finance initiatives through SHGs in Bihar, Gujarat, Haryana, Karnataka, Madhya Pradesh and Uttar Pradesh	Ongoing	Cofinancing partnership with IFAD Strong complementarity with IFAD Programme – partnership potential limited

